

Quand l'Etat n'a plus à se justifier de la défense de l'intérêt général, et du droit des gens que reste-t-il dans sa politique ?

Qu'avons-nous, chacun et collectivement, à dire sur l'intérêt général et sur le droit des gens ?

Que pouvons-nous en faire ?

RENCONTRE LE JEUDI 1^o OCTOBRE, 18H30

1) Grecs mis à genoux, réfugiés persécutés et abandonnés/poussés à la mort, politiques dites « d'austérité » mises en place dans tous les pays européens, politiques d'extrême-droite qui prennent le dessus dans nombre de pays d'Europe : **quel point commun entre ces situations, au-delà de leur dureté ? Y a t il quelque chose à en dégager, à en dire** (*qui sorte des litanies et réponses parlementaires et journalistiques habituelles*), y a t il des choses à faire, des pratiques à mettre en oeuvre ?

Nous proposons à tous ceux qui veulent essayer de démêler la situation quelques points à partir de notre réflexion actuelle, points que nous mettons en partage.

2°) **Ce qui relie toutes ces situations sur le fond, c'est leur signification politique** : à chaque fois, les politiques étatiques indiquent à tous les peuples d'Europe, **qu'à leurs yeux certaines vies comptent et d'autres ne comptent pas**. (*voir les déclarations odieuses de Sarkozy/LePen, suivies par Hollande et ses promesses de bombardement de la Syrie...*)

Il est aujourd'hui devenu possible pour les gouvernants, ou pour ceux qui veulent le devenir, de dire haut et fort que la vie de certains compte pour zéro, et que c'est eux, qui décident qui compte et qui ne compte pas, qui mérite et qui ne mérite pas. Les gouvernements se sont peu à peu détachés de la notion du droit des gens, ils n'ont plus aucun compte à rendre là-dessus : c'est tenu pour acquis :

3°) En Grèce, depuis des années, des mesures terribles sont imposées aux gens, sans aucun résultat positif ni sur le remboursement de la dette ni sur une amélioration de l'économie grecque. Et la dernière crise, du printemps et de l'été, n'a en vérité apporté aucune solution : **à aucun moment il n'a été question des gens, de ceux qui vivent en Grèce** ; il n'a été question que de politique budgétaire, de règles de l'eurogroupe, de dettes à rembourser...

Comment faire pour éviter la misère, de quoi ont besoin les gens, la jeunesse, le pays pour se développer ? là-dessus pas un mot, la ruine du système de santé, d'éducation, de pensions vieillesse est tenu pour acquise et nécessaire. **La vie des Grecs ne compte pas, voilà le message envoyé par l'eurogroupe**. De plus tout le monde sait pertinemment que cette dette est en dernier ressort impayable : comment des gens ruinés peuvent rembourser quoi que ce soit ?

4°) Laisser les gens se noyer, se faire attaquer ou racketter sur les routes, les traiter comme on n'avait jamais traité des gens en Europe depuis la seconde guerre mondiale (*blocages aux frontières, dans les gares, traitements humiliants et dégradants : Menton, Calais, Hongrie...*) : voilà le choix fait par la France entre autres états européens. On a beau jeu de parler de « *camions de la honte* » ou de « *photo de la honte* » ! **Non, il s'agit d'une politique de la honte, du crime, de la bassesse extrême menée par Hollande, Cameron et Orban principalement**.

Là aussi dire qu'on ne peut pas proposer l'asile au prétexte « *qu'on est déjà trop* », ou que la fameuse/funeste « *barque est pleine* », c'est signifier que des vies comptent pour zéro, qu'elles peuvent disparaître. Et c'est ce qui se passe.

Dans ce concert sinistre, l'Allemagne, ces dernières semaines, (*peut-être en bilan de son histoire du XX^e siècle*), est la seule à tenir une politique d'asile, de dignité et de respect des réfugiés.

5°) Comment tout cela est devenu possible ?

En France, depuis 20 ans, depuis Chirac/Jospin, l'Etat a indiqué que les situations faites aux gens (*fermetures d'usines, personnes privées de droits, de papiers, de logement, de soins...*) n'étaient plus de son ressort. S'est alors mis en place ce que nous avons appelé l'Etat séparé, l'Etat sans limite, l'Etat sans peuple : un nouveau type d'état, toujours régi par les élections mais laissé libre de décider en dehors des gens, en dehors de ce qu'ils peuvent exprimer, affirmer.

Quand l'état décide ainsi sans tenir compte des gens du pays, du réel de leur vie, il n'est plus dans la recherche (même minime) de l'intérêt général. Il s'en sépare, il s'en libère, il donne libre cours à des politiques de puissance qui ne connaissent plus à ses yeux aucune limite : guerres à l'extérieur, mise en place de la police comme seul interlocuteur avec la jeunesse, puis avec des pans entiers de la population, politiciens corrompus au vu et au su de tout le monde et qui continuent comme si de rien n'était etc...

Dans ce cadre là, le droit des gens n'a plus de place aux yeux des politiciens, n'a plus de place dans les politiques étatiques proposées.

6°) **Voilà ce qui reste des politiques étatiques quand elles se désengagent de l'intérêt général et du droit des gens** : le mépris, la non prise en compte de tous les habitants, le rejet des pauvres et des réfugiés, la guerre à outrance et la possibilité de mettre en place des politiques d'extrême-droite, nouveau fascisme d'aujourd'hui, avec des habits neufs, mais toujours criminels.

7°) **Que faire ? Quelles pistes sont praticables si on se ne contente pas de « l'indignation humanitaire » ?** Si on cherche à mettre en place des démarches collectives, régies par quelques principes qui parlent pour tous ?

- **Tout d'abord, séparer l'économie des possibilités politiques.** C'est un leurre de croire que les choix politiques des Etats sont imposés par l'économie ou en découlent : les états, donc les gouvernements, peuvent très bien décider de proposer un asile large et généreux, comme de décider de maintenir le droit des gens. Faire croire que c'est l'économie qui dirige, c'est justifier la fin de l'intérêt général, la fin de toute notion du droit des gens.
- **Quiconque demande asile (guerres, persécutions, climat) doit pouvoir s'installer en Europe, dans le pays de son choix,** là où les choses lui paraissent plus faciles (famille, amis, langue...). et doit obtenir rapidement un statut de réfugié sur la base de ce principe. Il faut refuser les camps, les murs, la persécution, et laisser les gens vivre. Il n'y a pas à ériger des murs, de barbelés ou de policiers : les gens sont là, les empêcher de passer pousse à la mort. **La vie de chaque réfugié compte.**
- **Seuls des principes porteurs de la notion de l'intérêt général et du droit des gens, seules des pratiques actives et visibles pour leur mises en œuvre peuvent permettre de démêler les situations actuelles** qui sont confuses, porteuses de tensions et de politiques criminelles.

En s'appuyant sur de tels principes qui partent de la vie des gens on peut ouvrir à de nouveaux possibles : **il s'agit de réfléchir, situation par situation (école, jeunesse, logement, santé, réfugiés, papiers...)** et avec les personnes concernées, les chemins pour que chacun soit considéré et que tous soient comptés.

RENCONTRE LE JEUDI 1° OCTOBRE, 18H30

Rue du Lieutenant Colonel Pelissier, Métro Capitole, Toulouse
Espace DURANTI, salle au 3° étage

Dans le cadre des "**Rencontres pour penser l'Aujourd'hui**", proposées par "**CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS**".

Toulouse, le 10/09/2015

Site : www.ouvriersgensdici.net
Mail : ouvriersgensdici@free.fr
Tél : 06-13-06-94-62